



Syrie : L'administration US crée les conditions favorables au terrorisme !

Par [DR Bachar al-Assad](#)

Mondialisation.ca, 23 octobre 2013

Présidence de la République arabe syrienne

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Le Président syrien a accordé une longue entrevue d'environ 2 heures à la chaîne Al-Mayadeen dans la soirée du 21 Octobre. Il a été interrogé par son Directeur, M. Ghassan Ben Jedo. Voici la traduction de certains points essentiels abordés dans la première partie, en réponse aux questions posées.

Ce qui s'est passé en Syrie est complètement différent de ce qui a eu lieu en Tunisie ou en Égypte, ne serait-ce que par la férocité de la guerre médiatique, par l'afflux de terroristes venus des quatre coins de la planète toujours soutenus financièrement et militairement, par la coalition de pays occidentaux et régionaux pour porter atteinte à son État... La crise syrienne est passée par des étapes. La première fut celle des manifestations où des individus armés ont tiré sur des manifestants et des forces de police. Ce n'est que six mois après, et alors que ces individus n'avaient pas réussi à « renverser le régime », que s'est concrétisée l'idée de créer et de renforcer les bandes armées terroristes venues de l'étranger. Actuellement nous sommes confrontés à Al-Qaïda et à ses multiples ramifications telles que l'État islamique en Irak et au Levant [EIIL], le Front Al-Nosra, etc. Nous sommes donc en état de guerre contre des terroristes.

Il est normal que différents courants d'opposition existent en Syrie. Mais l'opposition repose sur une formation politique interne qui a une base populaire et un programme politique clair. Elle ne peut dépendre de l'étranger, ni avoir recours à des mercenaires armés, et doit refuser toutes les formes d'interventions étrangères politique ou militaire ; auquel cas elle relève de l'insurrection armée ou du terrorisme.

Il est évident que l'ingérence de l'extérieur s'appuie sur un dysfonctionnement intérieur. Si tel n'était pas le cas nous n'en serions pas là. C'est pourquoi il est essentiel que nous parlions de notre propre responsabilité en tant que Syriens, car lorsque vous ouvrez votre porte aux voleurs vous êtes quelque part responsables de ce qui vous arrive.

Nombre de propositions ont été avancées au nom de l'opposition et de la réforme, mais vous devez distinguer entre celles qui cherchent sincèrement à réformer et celles qui obéissent à d'autres objectifs inavoués.

Il est de notoriété publique que la Syrie subit des pressions et des menaces depuis des décennies, y inclus la période qualifiée d'« ouverture à l'Occident », et qu'elle est ciblée à cause de ses prises de position stratégiques - connues de tous - par des pays qui ne

possèdent aucun des attributs de la démocratie.

Dire que la Syrie vit dans un environnement laïc n'implique pas que nous n'ions l'existence de foyers extrémistes préexistants sur le terrain, mais ces foyers ont considérablement évolué depuis les guerres contre l'Afghanistan et l'Irak. Nous nous sommes opposés à ces guerres en prévenant qu'elles mèneraient à la propagation de ces foyers – encore circonscrits – dans toute la région. La crise syrienne est venue leur servir d'incubateur de croissance.

Les guerres US ont contribué à l'expansion du terrorisme

Suite aux opérations terroristes des Frères Musulmans en Syrie – dans les années 1970 et 1980 – nous avons soulevé la question de la lutte contre le terrorisme, mais personne n'avait voulu en tenir compte. Il n'empêche que lorsque le monde a commencé à s'inquiéter du terrorisme nous n'avons pas hésité à nous allier avec tous les pays qui ont décidé de le combattre, y compris les États-Unis, sans pour autant être en parfait accord avec les moyens mis en œuvre pour ce faire. Ceci, car les États-Unis traitent la guerre contre le terrorisme comme s'il s'agissait d'un jeu vidéo sur ordinateur : vous frappez l'ennemi dès qu'il se pointe sur votre écran et dix autres apparaissent... L'approche devrait être nécessairement plus globale.

Lorsque vous soutenez le chaos, vous soutenez le terrorisme. Lorsque vous attaquez un État qui combat le terrorisme, vous créez les conditions favorables à l'épanouissement des groupes terroristes. C'est le cas de la politique des USA, de certains pays européens et aussi de certains pays arabes et régionaux. Ils ont contribué intentionnellement ou non à amener Al-Qaïda en Syrie.

Vous me demandez si nous sommes prêts à coopérer avec les États-Unis. Ce n'est pas exclu à partir du moment où nous pouvons travailler dans le cadre de nos intérêts réciproques. Mais l'administration US est fondamentalement égoïste et ne coopère avec quiconque que dans la perspective de ses propres intérêts. Une fois son but atteint, vous n'êtes plus rien. C'est l'évidence même compte tenu de ses relations avec ses ex-alliés comme, par exemple, Pervez Musharraf ou le Shah d'Iran... Par conséquent, celui qui parle de la loyauté de cette administration est dans l'illusion, et ce qui est encore plus illusoire est de penser qu'elle pourrait se soucier des intérêts des États arabes.

Certes, les États-Unis sont une superpuissance qui influe sur le cours des événements dans le monde. Coopérer avec eux sur la base d'intérêts communs est normal, mais il est excessivement dangereux de travailler à servir leurs seuls intérêts, et c'est ce qu'ils finissent par exiger.

Nous avons clairement dit et répété que nous n'utilisons pas le terrorisme pour servir nos intérêts pour la bonne raison que nous le considérons comme une bête venimeuse qui finit par vous mordre la peau, une fois que vous l'avez mise dans votre poche. Non, nous n'avons jamais soutenu le terrorisme. Oui, nous nous sommes opposés à la guerre contre l'Irak, mais nous n'y avons pas soutenu les terroristes comme certains le prétendent. La Syrie leur servait de couloir de passage après la traversée clandestine de nos frontières. Nous avons travaillé à les en empêcher mais nous n'avons pas totalement réussi. Et c'est ainsi que le terrorisme s'est vite dirigé vers la Syrie dès le début de la crise. Nous sommes parfaitement conscients que le combat contre le terrorisme n'est pas uniquement une affaire de frontières, mais se mène à l'intérieur du pays aussi bien en Syrie qu'en Irak.

De la guerre du Koweït à la guerre de l'Irak

En Irak, la Résistance est une chose et le Terrorisme en est une autre. Nous constatons que les terroristes d'Al-Qaïda n'y ont jamais mené une seule opération contre les États-Unis et que toutes leurs opérations sont toujours de nature sectaire. C'est la Résistance irakienne qui a lutté contre l'occupation US et c'est elle que nous avons « politiquement » soutenue, sans qu'elle ne nous en demande plus.

Les États-Unis ont tenté de pousser la Syrie à être partie prenante de leur campagne contre l'Irak, usant du bâton et de la carotte. Au minimum, ils ont exigé notre silence, notre position ayant été très claire au sommet de Charm el-Cheikh en Mars 2003, sommet manifestement organisé pour créer une atmosphère propice à leur guerre programmée contre ce pays. Par la suite, la Syrie a dû payer le prix de son opposition à cette guerre.

Alors que les Arabes témoignaient de leur allégeance aux États-Unis, Colin Powell est venu nous trouver pour s'enorgueillir de la manière dont les USA étaient entrés en Irak en quelques semaines et nous exposer la « Loi » censée demander des comptes à la Syrie ; cette Syrie qui n'avait plus un seul ami en ce monde, mise à part cette visite dont il nous gratifiait ! Mais pour autant, nous devions répondre à plusieurs demandes :

- La première : expulser de Syrie toutes les factions palestiniennes vers n'importe où dans le monde. Nous lui avons répondu que lorsque nous expulsions une personne c'est pour la rapatrier et que dans ce cas précis il faudrait qu'il nous dise si le rapatriement était possible.
- La deuxième : cesser toute relation avec le Hezbollah et toute forme de soutien à la Résistance libanaise.
- La troisième, et c'était la plus dangereuse : refuser l'entrée en Syrie à tous les talents scientifiques irakiens, ce qui explique les opérations d'assassinats qui ont visé de nombreux scientifiques en Irak, alors que la Syrie les a accueillis et leur a créé des postes dans ses universités.

Ensuite, il nous a été proposé que les États-Unis lancent le « processus de paix ». Nous avons rappelé que la Syrie avait déjà entendu ce discours lorsqu'elle a participé à la guerre de libération du Koweït et qu'ils se sont dérobés à leurs obligations. Par conséquent, nous considérons que toute promesse des États-Unis est illusoire, car ils n'ont jamais rien fait pour la réussite du processus de paix.

La politique syrienne est celle de ses institutions et reflète les intérêts du peuple syrien. En tant qu'État arabe, nous avons toujours été confrontés à un ensemble de mauvais choix, notre politique consistant à opter pour le moins mauvais. Ce faisant, nous ne nous opposons pas aux intérêts des États-Unis mais nous défendons nos propres intérêts ; notamment dans la phase de la guerre contre l'Irak, que nous avons jugé potentiellement annonciatrice de la propagation du terrorisme et de la partition du pays avec évidemment des effets néfastes sur la Syrie..

Le Président Hafez al-Assad n'a pas coopéré avec les États-Unis au Koweït pour les soutenir alors qu'ils avaient juste besoin d'une couverture arabe, mais pour la libération du Koweït. Sa position était claire, fondée sur l'idée qu'il n'est pas possible qu'un pays arabe occupe un

autre pays arabe et qu'il ne fallait pas compromettre les relations futures entre eux.

La coopération avec les États-Unis

Nous avons, nous-mêmes, coopéré avec les services de renseignement des USA dans la lutte contre le terrorisme conformément à nos intérêts. Nous avons aussi coopéré au processus de paix à l'échelon ministériel. La politique syrienne est souple et le fait de défendre ses intérêts légitimes ne signifie pas entêtement.

Le Président Jacques Chirac

Après l'entrée des forces américaines à Bagdad et étant donné que le monde témoignait de son allégeance aux États-Unis, M. Jacques Chirac a estimé que le moment était venu de modifier sa politique à leur égard. Pensant disposer de la carte syrienne, il nous a rendu visite pour nous informer que le Président Bush avait dit que j'étais un « malfaisant » et qu'il fallait que la Syrie et le Président syrien pensent à se protéger de sa grande colère. Ceci dit, il nous a demandé de coopérer au processus de paix avant de nous soumettre « la feuille de route » correspondante. Nous n'avions répondu ni positivement ni négativement ; entre autre, au motif que cette feuille de route ne mettait l'accent que sur le volet palestinien alors que nous étions concernés par la libération du Golan et donc par le « volet syrien ». Suite à notre non-réponse, M. Jacques Chirac a changé radicalement la politique française et a commencé à agir contre la Syrie dès 2004. En accord avec Georges Bush, il a travaillé à faire pression sur la Syrie et à la résolution onusienne pour le retrait de la Syrie du Liban [Résolution 1559] et à tous les événements visant l'État syrien qui ont suivi.

Les débuts de la guerre ouverte

Des armes circulaient en Syrie depuis la guerre en Irak et ont été utilisées dès les premiers jours des événements. Beaucoup d'innocents sont tombés pendant les six premiers mois, mais ce n'est qu'une fois que les images d'individus armés ont commencé à être publiées que la guerre est devenue ouverte. Les Frères Musulmans ont fini par reconnaître que tout ceci était arrivé avec la coopération de l'étranger. Pendant deux années, le Qatar a soutenu et financé les « bandes armées », tandis que la Turquie s'est chargée de leur logistique. Depuis, c'est l'Arabie saoudite qui est entrée en ligne et tout dernièrement la Jordanie.

Les Frères Musulmans

L'une des causes de ce à quoi nous assistons aujourd'hui vient du dérèglement de la relation entre l'arabité et l'Islam. Les premiers à avoir créé cette brèche, dans les années cinquante, sont les Frères Musulmans. Le travail pour la propagation de la foi est important, mais doit être séparé des concepts de l'État et de la politique.

En Syrie existe une opposition syrienne qui s'exprime publiquement sans être poursuivie. Les poursuites concernent essentiellement certains éléments des Frères Musulmans, lesquels sont considérés par la Loi syrienne et l'État syrien comme une organisation terroriste devenue encore plus terroriste que jamais. Nous avons déjà dialogué avec eux suite aux événements des années quatre-vingt, ils ont prouvé qu'ils ne sont pas honnêtes. Malgré cela, nous avons poursuivi le dialogue avec certains d'entre eux, qui sont maintenant délivrés de leur emprise politique. Par conséquent, nous n'avons aucun problème pour dialoguer avec n'importe quelle organisation qui dépose les armes, qui cesse d'acheminer des éléments armés vers notre territoire, et qui arrête de conspirer avec

l'étranger.

Depuis les années cinquante, notre expérience des Frères musulmans est une succession interminable de terrorisme. Elle est à ajouter à un autre aspect purement juridique qui interdit les partis fondés sur des bases religieuses ou ethniques, ceci pour des raisons liées à la diversité du peuple syrien. Une vision comparable à celle des Frères Musulmans pourrait tout simplement mener à la dislocation de la Syrie.

Les prétendues désertions de masse

Parler de « désertion » suppose que les désertions aient concerné des institutions, ce qui n'est pas le cas. Il s'agit plutôt d'individus qui ont pris la fuite. Nous pensons que beaucoup ont fui en situation de peur ou à cause des menaces. D'ailleurs, un grand nombre d'entre eux ont décidé de revenir et nous les avons accueillis favorablement. Certains ont repris leur travail au sein des institutions étatiques, d'autres ont rejoint l'Armée nationale, d'autres se sont contentés de l'aider sans s'engager sur le terrain, et d'autres sont tombés sur le champ d'honneur. Tous ceux-là n'ont donc plus eu peur pour leur propre vie.

L'Initiative russe

Concernant « l'Initiative russe pour le désarmement chimique » et la prétendue « panique » qui nous aurait poussé à l'accepter avec « précipitation », le délai entre la déclaration de John Kerry et celle du ministre syrien des Affaires étrangères était d'une heure au grand maximum ; ce qui signifie que l'initiative avait été préparée à l'avance. Il n'y a donc pas de quoi broder sur notre précipitation. Comment aurais-je pu prendre la décision d'accepter les termes d'une telle initiative sur un sujet aussi important et aussi stratégique en si peu de temps et alors qu'un grand nombre de diplomates syriens étaient à l'étranger ? Ce, d'autant plus que John Kerry nous a offert une semaine de délai et que nous aurions pu nous accorder quelques jours de réflexion... C'est plutôt la manière dont John Kerry a abordé le problème qui suggère qu'il ne s'attendait pas à ce que la Syrie accepte l'Initiative russe et qu'il était loin d'imaginer que nous l'avions étudiée et qu'elle avait été préparée bien avant la date de son annonce.

Dire que c'est la solution chimique qui a fait que les États-Unis ont annulé leur guerre dénote une naïveté ou une étroitesse de vue, parce que les États-Unis sont un État agressif qui peut tous les jours inventer n'importe quel prétexte pour justifier la guerre ; comme cela s'est passé pour l'Irak avec Colin Powell et son gros mensonge sur les armes de destruction massive. Autrement dit, si jamais vous pensiez sauver votre peau en acceptant cette initiative, sachez que rien n'empêche les États-Unis de vous inventer un autre prétexte pour relancer les préparatifs de guerre à un quelconque moment plus tard.

Par ailleurs, moins d'une quinzaine de jours avant l'Initiative russe, des amis nous avaient informés de la date et de l'heure précise d'une attaque qui devait avoir lieu le lendemain matin. Nous nous sommes préparés, mais elle n'a pas eu lieu ! Preuve supplémentaire, s'il en fallait, que si nous devions paniquer c'est avant l'annonce de cette initiative plutôt qu'après.

Enfin, la Syrie a interrompu la production d'armes chimiques en 1997. Depuis, elle était prête à abandonner ce type d'armement, mais a gardé cette carte pour le moment opportun. Ce moment est arrivé !

La Conférence de Genève 2

À l'heure actuelle, nous n'avons pas de date officielle de l'éventuelle tenue de cette conférence et il n'y a pas de facteurs qui pourraient aider à sa réussite, si nous voulons qu'elle réussisse ! Beaucoup de questions restent en suspens. Quelles seront les forces en présence ? Quelle est leur relation avec le peuple syrien pour que nous puissions discuter ensemble ? Représentent-elles le peuple syrien, une partie du peuple syrien, ou bien la force qui les a fabriquées ? Ont-elles des bases électorales claires en Syrie ? Comment se peut-il que certaines forces prétendent représenter le peuple syrien alors qu'elles vivent à l'étranger et disent contrôler 70 % du territoire syrien sans oser se rendre en Syrie ? La solution doit être une solution syrienne et non la solution étrangère d'une question syrienne. Il nous faut donc connaître les composantes de cette conférence avant d'émettre des réserves sur sa réussite ou son échec.

La solution devra être syrienne et être acceptée par le peuple syrien, que l'étranger l'accepte ou la refuse. De même, la reconnaissance des représentants du peuple syrien, à cette conférence, revient au peuple lui-même. Autrement dit, toute reconnaissance venue de l'étranger ne nous concerne pas. La question ne revient pas à se demander si la conférence aura ou n'aura pas lieu. La question fondamentale est de savoir si cette conférence peut réussir au cas où elle aurait lieu. La Syrie y participera sans conditions lorsqu'elle se tiendra.

Par ailleurs, si cette conférence comporte des décisions débouchant sur l'arrêt du financement des terroristes, le problème syrien sera résolu. À partir du moment où les terroristes ne seront plus fournis en armes et en argent et ne seront plus aidés pour rejoindre le territoire syrien, il n'y aura plus de problème pour résoudre la question syrienne qui n'est pas aussi compliquée qu'on le prétend. Les complications viennent de l'extérieur de la Syrie, non de l'intérieur. Les complications viennent d'une ingérence étrangère qui nourrit le feu de l'incendie.

M. Lakhdar Brahimi

Ce que nous attendons de M. Brahimi est qu'il se contente de rester dans le cadre de sa mission de médiateur, nécessairement neutre, dans une situation de dialogue entre différentes forces qui se battent sur le terrain sans se charger de missions dictées par d'autres États. Ses deux premières visites en Syrie n'ont pas dépassé le cadre du dialogue et non, il ne m'a fait aucune offre. En revanche, lors de sa troisième visite fin 2012, il a tenté de me convaincre qu'il était nécessaire que je ne me présente pas aux élections présidentielles de 2014. Ma réponse fut très claire : c'est une question qui concerne les Syriens et qui n'admet aucune discussion avec un non-Syrien ! Maintenant puisque vous me demandez si son initiative était dictée de l'étranger, je vous réponds que c'est à lui qu'il faudrait poser cette question.

Ceci dit, votre supposition n'est pas improbable étant donné que les États-Unis et d'autres États ennemis de la Syrie formulent toujours l'idée qui veut que je ne sois pas candidat aux prochaines élections. C'est en effet une étonnante coïncidence que M. Brahimi avance les mêmes propositions mises en avant par ces États... Nous espérons que lors de sa prochaine visite que vous venez d'évoquer, il ne dépassera pas les limites de sa mission.

Dr Bachar al-Assad

Source : vidéo / Présidence de la République arabe syrienne

https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=OZJrjuufVk

Traduction : Mouna Alno-Nakhal pour Mondialisation.ca

Deuxième partie :



[Les poseurs de mines US au Moyen-Orient](#), 27 octobre 2013

La source originale de cet article est Présidence de la République arabe syrienne
Copyright © [DR Bachar al-Assad](#), Présidence de la République arabe syrienne, 2013

Articles Par : [DR Bachar al-Assad](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca